

Tests : le business en or des pharmacies

Les officines ont vu leur activité exploser pour assurer la détection du Covid-19, dûment rémunérée

L'accalmie aura été brève. Après la ruée de l'été 2021 sur les tests, portée alors par le rebond de l'épidémie de Covid-19 en France dû au variant Delta et la mise en place du passe sanitaire, les files d'attente ont fait leur réapparition devant les pharmacies depuis près de deux mois. La faute, en partie, à l'irruption du variant Omicron, bien plus contagieux que son cousin Delta, et qui a poussé des millions de Français à venir se faire triturer les narines.

« En ce moment, nous sommes à 200 tests par jour. Ça a baissé depuis l'arrivée des autotests, mais il y a encore peu de temps, nous en faisons jusqu'à 500 quotidiennement », témoigne Stéphanie Borgel, pharmacienne dans le quartier Saint-Paul, à Paris. Un raz de marée. Entre le 3 et le 9 janvier, près de 12 millions de dépistages du Covid-19 – dont environ 8 millions de tests antigéniques – ont été réalisés en France. Deux fois plus que lors du pic de la précédente vague, en août 2021. Et avec plus de 90 % des tests antigéniques à leur actif, les officines de l'Hexagone sont devenues de véritables machines à dépister.

Professionnels « lessivés »

Un coup de main qu'il a fallu prendre pour les pharmaciens, non sans quelques difficultés. Entre le recrutement de personnels supplémentaires pour faire face au surcroît d'activité, la formation des testeurs et la paperasse administrative pour facturer les dépistages, « on n'a plus le temps pour faire du conseil auprès de la clientèle », regrette, quelques kilomètres plus loin, Florence Fuks derrière son comptoir. Au point que, dans certaines officines, les cartons de médicaments s'accumulent. « Ça impacte la gestion de la pharmacie et nos activités habituelles. On arrive plus tôt et on finit plus tard », reconnaît Georges Laquintinie, dans cette autre pharmacie de la capitale.

Depuis qu'elles ont été autorisées à « prélever », en octobre 2020, l'affluence dans les pharmacies a grimpé en flèche. « En ce moment, les officines commandent des tests antigéniques tous les deux jours », observe Audrey Lecoq, gérante associée de Pharmazon, une centrale d'achat qui compte plus de 1800 pharmacies clientes. Elle note aussi une flambée de la demande sur les masques FFP2 depuis le début de l'année. Les officines profitent de leur bonne réputation auprès

des clients, déjà habitués à venir y chercher leurs prescriptions, et qui s'y sentent en confiance.

« L'activité a bondi de 30 % à 40 % en moyenne », estime Gilles Bonnefond, porte-parole de l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (USPO). Dans le même temps, les ventes de médicaments et de produits de santé hors Covid-19, qui avaient accusé une chute dans les premiers mois de la pandémie, ont plus ou moins retrouvé leurs niveaux d'avant-crise. Une bonne affaire pour les professionnels du secteur, qui, bien qu'ils avouent être « lessivés », – plusieurs, « en burn-out », ont dû s'arrêter pour souffler un peu – admettent tous être sortis gagnants de l'opération. « La marge de la pharmacie a beaucoup augmenté depuis qu'on s'y est mis, d'autant qu'il y a une TVA à 0 % sur les tests », observe une pharmacienne, qui réalise 100 à 140 dépistages par jour.

« C'est tellement lucratif que ma patronne n'avait pas le choix », souffle une pharmacienne adjointe

Avec une facturation à 25,01 euros le test antigénique à l'officine (30,01 euros les dimanches et jours fériés), auquel il faut retrancher les coûts d'achat du produit – soit 1,75 euro à 2,80 euros, selon les témoignages recueillis –, la rémunération du testeur et le prix des équipements de protection individuelle (masques, gants, blouses...), le gain est confortable. Mais pas question d'être taxés de « profiteurs de guerre », insiste Philippe Besset, le

président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), qui souligne la mission de service public rendue par les officines. « Nous n'avons pas discuté les prix fixés par l'Assurance-maladie lorsque le gouvernement a décidé de confier aux pharmacies la réalisation des tests », souligne-t-il.

Autoentrepreneurs

Beaucoup y ont néanmoins vu une occasion de doper leur chiffre d'affaires. Aux abords des pharmacies, les tonnelles dédiées au dépistage ont poussé comme des champignons. Sur les 22 000 officines que compte le territoire, 17 000 pratiquent aujourd'hui des tests Covid-19. Même celles qui ne disposaient pas toujours de l'espace suffisant s'y sont mises. « La configuration de la pharmacie rend impossible la mise en place d'une tente dans la rue. Du coup, on fait les tests derrière le comptoir, entre la penderie et la machine à café.

C'est tellement lucratif que ma patronne n'avait pas le choix », souffle une pharmacienne adjointe, qui a souhaité conserver l'anonymat. Au total, la facture des 168 millions de tests Covid-19 effectués en 2021 en France (soit 320 tests chaque minute), dont environ 82 millions d'antigéniques, devrait coûter quelque 6 milliards d'euros à l'Etat. Pour le mois de janvier, elle pourrait atteindre 1,5 milliard d'euros.

L'épidémie de tests profite aussi aux testeurs, bien souvent des étudiants dans les professions de santé. Les rémunérations sont disparates, mais au fort de la demande, nombre d'entre eux, sous statut d'autoentrepreneur, étaient payés jusqu'à 5 euros par test. Dans les pharmacies où le passage est ininterrompu, les plus chanceux peuvent ainsi gagner plusieurs centaines d'euros par jour. Au point que certaines officines se désolent de ne plus trouver de personnels pour les épauler au

comptoir. « La rémunération est parfois tellement énorme qu'ils préfèrent continuer à faire ça et gagner 250 euros par jour plutôt que devenir réparateurs salariés. On galère pour trouver des employés », observe Georges Laquintinie.

A cette activité s'est également greffée depuis quelques mois une mission de vaccination. Environ 19 000 pharmacies s'occupent chaque jour, en parallèle des médecins et des centres, d'injecter les premières, deuxième et troisième doses. Depuis le début de la campagne, plus de 14 millions d'injections ont été faites dans leurs locaux. Ces activités exceptionnelles ne dureront pas éternellement. La crise a surtout permis aux pharmacies de démontrer leurs capacités à s'adapter à de nouvelles missions de santé. Une aptitude qu'ils espèrent bien voir mise à profit après le Covid-19. ■

PIERRE ANGRAND-BENABDALLAH
ET ZELIHA CHAFFIN



Dans une pharmacie de Briançon (Hautes-Alpes), le 4 janvier. THIBAUT DURAND/HANS LUCAS VIA AFP